

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 21 – du 22 mai au 29 mai 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : ISRAËL - IMPACT ÉCONOMIQUE DE L'INTENSIFICATION DES OPÉRATIONS MILITAIRES À GAZA

**L'extension des opérations militaires dans la bande de Gaza pourrait représenter un surcoût de l'ordre de 15 Mds ILS (4,1 Mds USD).** Le budget de défense de 120 Mds ILS pour l'année 2025, dont 17 Mds ILS sont destinés à couvrir les besoins liés au service de réserve, pourrait s'avérer insuffisant. En effet, le plan militaire en cours de déploiement n'a pas fait l'objet d'une évaluation macroéconomique bien que son coût puisse dépasser 15 Mds ILS. Le Ministère des Finances pourrait certes utiliser le fonds d'urgence prévu dans le budget 2025 mais il ne reste que 3 Mds ILS sur les 10 Mds ILS que comptait initialement cette enveloppe. Dès le mois de mars, la Banque d'Israël indiquait dans son rapport annuel 2024 qu'une reprise des combats à haute intensité nécessiterait des mesures importantes.

**LE CHIFFRE À RETENIR**

**4,1 Mds\$**

**COUT ESTIMÉ DE LA REPRISE  
DE LA GUERRE À GAZA**

**La mobilisation des réservistes est un fardeau pour l'économie.** Les réservistes ont un coût direct élevé (cf. plan de 3,4 Mds ILS approuvé le 11 mai par le gouvernement, brèves n°20 - 2025) ainsi qu'un coût indirect ; leur réquisition porte préjudice au marché du travail, alors que 20% des réservistes sont employés dans le secteur de la haute technologie, principal moteur de l'économie israélienne. L'occupation de la Bande de Gaza serait particulièrement coûteuse sur le long-terme ; d'après une étude du cercle de réflexion INSS, elle représenterait un coût de 35 Mds ILS par an (dont 25 Mds ILS pour les seules dépenses liées à l'armée).

**Sans cessez-le-feu à court-terme, le gouvernement israélien sera contraint de choisir entre trois options :** (i) une augmentation du budget 2025 via une loi de finances rectificative, ce qui compromettrait l'atteinte de l'objectif d'un déficit budgétaire à 4,9% du PIB d'ici la fin de l'année 2025 – en mai, il se situe déjà à 5,1% du PIB ; (ii) de nouvelles coupes budgétaires dans les ministères, quoique leurs budgets aient été déjà fortement restreints dans les lois de finance 2024 et 2025 – notamment pour les ministères de la santé et de l'éducation ; (iii) des augmentations d'impôts, tandis que l'intention initiale du Premier Ministre et du ministre des Finances consistait au contraire à réduire la charge fiscale dans le cadre de la préparation du budget 2026 – l'année prochaine sera marquée par les élections législatives. Cette troisième option semble dès lors moins probable.

**La poursuite de la guerre rehausse la prime de risque et la charge de la dette.** Un indice reflétant la forte hausse de la prime de risque se traduit dans le prix de l'assurance contre le défaut de paiement sur les obligations israéliennes en dollars à dix ans (CDS). L'indice atteignait avant la guerre environ 80 points de base (pb) et se situe à un niveau élevé à 140 pb depuis la fin du cessez-le-feu. Par ailleurs, le rendement des obligations à taux fixe à 30 ans du gouvernement israélien a atteint 5% fin mai, pour la première fois depuis novembre 2024. Alors que le Trésorier général a effectué une émission de dette de 5 Mds USD en février, peu avant la hausse des rendements au mois de mars, l'impact de l'augmentation du risque sur la charge de la dette devrait être limité à court terme. Néanmoins, en cas de prolongation du conflit, Israël pourrait rapidement être obligé de procéder à une nouvelle émission obligataire à l'étranger, qui augmentera le coût de la charge de la dette. Selon de premières estimations, celle-ci devrait croître de 11,3 Mds ILS en 2025 puis de 20 Mds ILS en 2026. Après avoir abaissé la note souveraine d'Israël l'année dernière, les trois principales agences de notation maintiennent pour l'instant une perspective négative sur la solvabilité d'Israël et s'attendent à ce que le déficit budgétaire se creuse de nouveau. Elles estiment que les risques politiques très élevés affaiblissent la résilience économique du pays.

Service Économique de Tel Aviv

## ÉGYPTE

### 1. LA CBE BAISSE SES TAUX D'INTÉRÊTS DIRECTEURS POUR LE 2<sup>ÈME</sup> MOIS CONSÉCUTIF

Le 22 mai, le Comité de politique monétaire (MPC) de la Banque Centrale d'Égypte (CBE) a [décidé](#) de baisser de 100 points de base ses taux d'intérêt directeurs, ramenant le taux de rémunération des dépôts à 24%, le taux de refinancement à 25%, et le taux de l'opération principale ainsi que le taux d'actualisation à 24,5%. Il s'agit de la deuxième baisse depuis novembre 2020, après celle du 17 avril dernier (-225 points de base), confirmant un cycle d'assouplissement monétaire désormais bien engagé, selon les analystes. Cette décision intervient dans un contexte de modération de l'inflation, qui s'établissait à 13,9% en avril, en légère hausse toutefois par rapport à mars (+0,3%). Cet assouplissement reste prudent, dans le bas de la fourchette anticipée par les économistes (100 à 200 points), afin de préserver une marge de manœuvre pour d'éventuelles décisions futures. La CBE anticipe une poursuite du recul de l'inflation sur le reste de l'année 2025 et en 2026, bien qu'à un rythme limité, notamment en raison des effets attendus du resserrement budgétaire et de la persistance de l'inflation non-alimentaire.

### 2. MISSION DU FMI AU CAIRE DANS LE CADRE DE LA 5<sup>ÈME</sup> REVUE DU PROGRAMME

À l'issue de sa mission dans le cadre de la 5<sup>ème</sup> revue du programme au titre de la Facilité élargie de crédit, le FMI a publié le 27 mai un [communiqué](#) revenant sur les discussions menées avec les autorités égyptiennes, en vue de finaliser la revue. Le FMI y salue les efforts des autorités en matière de fiscalité et de procédures douanières, tout en soulignant l'importance de poursuivre l'élargissement de l'assiette fiscale et la rationalisation des exonérations fiscales. Le FMI salue également l'élaboration d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme. Néanmoins, le FMI appelle à mener des réformes structurelles plus profondes, en particulier en réduisant le rôle du secteur public et en uniformisant les règles du jeu pour tous les agents économiques (« level playing field »). À ce titre, le FMI insiste sur l'importance de la mise en œuvre de la politique de propriété de l'État, du programme de cession d'actifs, et de l'amélioration de l'environnement des affaires.

### 3. VISITE OFFICIELLE AU SIÈGE D'AIRBUS À TOULOUSE

Le ministre égyptien de l'Aviation civile, Sameh El-Hefny, accompagné du président de la compagnie aérienne nationale EgyptAir, Ahmed Adel, ont [visité](#) le 23 mai le siège d'Airbus à Toulouse, l'occasion de

saluer la coopération franco-égyptienne dans le domaine aéronautique. Pour rappel, Egyptair, client historique du constructeur européen, a conclu en septembre 2024 un contrat pour l'acquisition de dix Airbus A350-900. Cette commande s'inscrit dans la stratégie de modernisation de la flotte nationale, dans un contexte d'essor du secteur du tourisme en Égypte - 15,7 millions de visiteurs internationaux ont été accueillis en 2024 et les autorités visent désormais un objectif ambitieux de 30 millions de touristes par an d'ici 2030.

### 4. FORUM D'AFFAIRES ÉGYPTO-AMÉRICAIN AU CAIRE

Le 25 mai, un [forum d'affaires égypto-américain](#) s'est tenu au Caire. Une délégation composée d'une cinquantaine d'entreprises américaines (Apache, BP, Boeing, General Motors, Google, Honeywell, SpaceX, Uber, etc.) était présente pour cet événement. En l'absence de représentant de l'administration américaine – représentée par l'ambassadrice des États-Unis. L'événement a été marqué par une forte mobilisation du côté égyptien, avec la participation de sept ministres et une audience accordée par le Président Abdel Fattah al-Sissi. Ouvrant le forum, le Premier Ministre Mostafa Madbouly a salué les 47 Mds USD d'investissements américains cumulés en Égypte au cours des vingt dernières années, ainsi que la présence de 1800 entreprises américaines. Il s'est également félicité de l'exemption permanente, depuis le 12 mars 2025, des exigences de certification halal pour les produits laitiers - une mesure présentée comme un « tournant » dans la relation commerciale des deux pays - ainsi que des efforts du ministère égyptien de l'Agriculture visant à alléger les coûts de certification pour les exportateurs. Enfin, le Premier ministre a annoncé la finalisation prochaine d'un accord douanier entre l'Égypte et les États-Unis, sans davantage de précision à ce stade.

## IRAK

### 1. SUCCÈS DU FORUM D'AFFAIRES ORGANISÉ PAR BUSINESS FRANCE À PARIS

Le forum d'affaires Irak, organisé le 26 mai 2025 à Paris par Business France, a été ouvert par M. Laurent Saint Martin, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et des Français de l'étranger en présence du ministre du commerce irakien, M. Atheer Dawood Al-Ghraiiri. Illustrant la ferme volonté partagée d'un renforcement des relations économiques entre la France et l'Irak, l'événement a rassemblé 350 participants, dont plus d'une centaine d'entreprises irakiennes. Les panels de discussions ont porté sur les perspectives économiques, les réformes et le climat des affaires, les défis de la construction

d'infrastructures modernes, les investissements dans les transports et l'énergie, les enjeux de souveraineté alimentaire, les évolutions rapides du marché des biens de consommation et les défis du secteur de la santé. Autant d'opportunités pour les entreprises françaises dont l'expertise est très appréciée en Irak dans le contexte de relations historiques denses entre la France et l'Irak. Les échanges de l'après-midi entre chefs d'entreprises irakiens et français ont été l'occasion d'identifier et d'approfondir les possibilités de partenariats. Pays en pleine transformation, l'Irak est résolument tourné vers l'avenir. Les réformes politiques et institutionnelles en cours visent à renforcer l'État de droit et à améliorer la gouvernance. Sur le plan économique, une transition d'une économie historiquement dominée par la puissance publique et les hydrocarbures vers une économie de marché diversifiée qui accorde un rôle croissant aux entreprises du secteur privé formel est à l'œuvre.

## 2. LANCEMENT DU PROJET POUR UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE (39 M\$)

Le Directeur général de la FAO (*Food and Agriculture Organization*) a lancé à Bagdad le projet "*Strengthening Climate Resilience of Vulnerable Agricultural Livelihoods in Southern Iraq*" (SRVALI), financé par un don du Fonds vert pour le Climat d'un montant de 39 M USD. Le projet vise à l'amélioration de la résilience climatique des exploitations agricoles dans trois provinces du sud de l'Irak (Najaf, Karbala, Muthanna). Les principales actions portent sur **(i)** le renforcement de l'accès à l'eau par l'amélioration des systèmes d'irrigation et la réduction des pertes d'eau; **(ii)** la promotion d'une agriculture résiliente avec la formation des agriculteurs à des techniques agricoles adaptées au climat, le renforcement des associations d'usagers de l'eau et l'utilisation des technologies numériques pour gérer les risques climatiques; **(iii)** le renforcement des politiques d'adaptation pour une meilleure gestion des ressources en eau et l'adoption de technologies agricoles adaptées. Il s'agit du premier projet financé par le Fonds vert pour le Climat en Irak, marquant une prise en compte croissante par les autorités, des politiques de développement durable.

# IRAN

## 1. PÉNURIES ÉNERGÉTIQUES : LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION IRANIENNE EN CRISE

Selon un rapport spécial du journal Shargh publié le 22 mai, les pénuries croissantes d'électricité et de gaz naturel aggravent la crise du secteur de la construction en Iran et menacent d'accentuer la pénurie de logements. Le 16 mai, les producteurs d'acier et de

ciment ont été informés de nouvelles restrictions énergétiques, provoquant une flambée des prix des matériaux. La situation est critique pour l'industrie cimentière, avec une coupure totale du gaz dans cinq provinces, forçant les usines à recourir au mazout plus coûteux. Les installations ne disposent désormais d'électricité que pendant les heures de jour. Le prix du ciment a bondi de 92% entre avril et mai. L'impact sur la production est dramatique : de nombreuses centrales à béton ont fermé, les autres fonctionnant à seulement 25 à 33% de leur capacité. La production annuelle de logements a chuté de 700 000 unités en 2011-2012 à 350 000 en 2024-2025, soit le plus bas niveau en treize ans. Face à un besoin d'un million de logements supplémentaires par an, cette crise alimente une inflation immobilière qui a bondi de 26% avant 2017 à 60% entre 2018 et 2024.

## 2. L'IRAN CHERCHE À NORMALISER SES RELATIONS AVEC LE GAFI

À l'occasion de la 42<sup>ème</sup> réunion du Groupe eurasiatique (EAG) sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui s'est tenue à Moscou, la délégation iranienne, dirigée par le vice-ministre de l'Économie Hadi Khani, a présenté les récentes réformes du pays, notamment la ratification de la Convention de Palerme et l'approbation en cours de l'accord CFT. Selon l'agence de presse officielle IRNA, l'Iran a tenu des discussions bilatérales avec des délégations des pays BRICS, des États caspiens et d'autres nations en vue de développer des réseaux internationaux. Pour mémoire, l'Iran a adopté le 14 mai la Convention de Palerme, avec d'importantes réserves – notamment le rejet du renvoi des contentieux devant les juridictions internationales et des décisions autour de l'extradition et de l'assistance judiciaire, tout en soutenant le fait de « garantir le droit légitime des nations de lutter contre l'occupation et la non-reconnaissance du régime sioniste ». La CFT est toujours à l'état de discussions.

## 3. LA SUREXPLOITATION DES EAUX SOUTERRAINES ENTRAÎNE UN AFFAISSEMENT MASSIF DES SOLS

À l'occasion d'une interview, M. Issa Kalantari, ancien vice-président chargé de la protection environnementale dans le gouvernement de Hassan Rouhani, a alerté sur la destruction irréversible des sols causée depuis 40 ans par l'extraction de l'eau souterraine. Cette exploitation laisse des poches d'air une fois l'eau extraite, entraînant un affaissement des sols. L'ancien vice-président a précisé qu'il existerait actuellement 20 Mds de M<sup>3</sup> d'air sous le lit de la rivière Zayandeh Roud dans la province d'Ispahan, sur une superficie de 2700 kilomètres carrés - ajoutant que se trouvaient ainsi six mètres d'air sous Ispahan.

## ISRAËL

### 1. L'ÉCONOMIE ISRAËLIENNE ENREGISTRE UNE CROISSANCE DE 3,4% AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE

L'économie israélienne a progressé de 3,4% en rythme annualisé au premier trimestre 2025, avec un PIB par habitant en hausse de 2,2%, selon les données préliminaires du Bureau central des statistiques. Parallèlement, la consommation privée a diminué de 5% en rythme annualisé (6,1% par habitant), inversant la tendance du quatrième trimestre 2024. Cette baisse résulte en partie d'achats anticipés liés aux changements fiscaux de début d'année. Les dépenses en biens durables ont reculé de 66,5%, notamment dans l'automobile, et celles de biens semi-durables de 21,4%. La consommation courante a en revanche légèrement augmenté de 4,1%. Le secteur des entreprises a affiché une croissance de 4,4%, contribuant à la performance économique globale. Les dépenses publiques ont légèrement baissé de 0,2% et les dépenses de défense ont diminué de 15,6% après une forte hausse au trimestre précédent.

### 2. NOUVEAU RETARD DANS LE LANCEMENT DU PROJET DE MÉTRO DE TEL AVIV

D'après la presse économique israélienne, le système de métro souterrain de Tel Aviv ne sera pas opérationnel en 2034 comme prévu, en raison de retards dans la publication des appels d'offres. Ces derniers devaient être publiés en 2026-2027 par l'autorité de transport métropolitain NTA, mais ces échéances pourraient ne pas être respectées selon un document interne de l'entreprise publique. Il s'agit du deuxième report du projet, initialement prévu pour 2030-2034, puis repoussé à 2034-2037, et désormais différé davantage. La NTA attribue ces retards à la situation géopolitique et à la difficulté d'attirer des entreprises étrangères. Cependant, des problèmes organisationnels internes et un manque de planification (notamment des sorties de stations) en sont également la cause.

### 3. AIR FRANCE REPREND SES VOLS VERS TEL AVIV

Air France a annoncé le 26 mai la reprise de ses vols quotidiens directs vers Tel Aviv depuis l'aéroport de Paris Charles de Gaulle. Depuis le 27 mai, Air France opère un vol quotidien direct vers Tel Aviv, tout en surveillant constamment la situation géopolitique régionale. Depuis que la défense aérienne israélienne a échoué à intercepter un missile balistique houthi du Yémen le 4 mai, qui a explosé près d'une route d'accès à quelques centaines de mètres de la tour de contrôle du Terminal 3 principal, la plupart des compagnies aériennes étrangères ont prolongé l'annulation de

leurs vols vers et depuis Israël. Seules quelques compagnies ont récemment repris leurs services : Delta (États-Unis), Wizz Air (Hongrie) et Aegean Airlines (Grèce). Le groupe Lufthansa (incluant SWISS, Austrian Airlines, Brussels Airlines et Eurowings) a quant à lui prolongé ses annulations jusqu'au 15 juin minimum, tandis que British Airways a repoussé à ce stade la reprise de ses vols au 31 juillet.

## JORDANIE

### 1. BAISSÉ DES DONS AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2025

Selon le ministère des Finances, les dons des bailleurs étrangers au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 ont diminué de -93,2% en glissement annuel (g.a). Le montant total des dons perçus par la Jordanie s'est élevé à 3,4 M JOD (4,7 M USD) contre 49,6 M JOD (69,9 M USD) au cours de la même période en 2024.

### 2. HAUSSE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2025

Selon le ministère des Finances, la dette publique, hors dette détenue par le Fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF), s'élevait à 35 Mds JOD (49,5 Mds USD) fin mars 2025, soit 91,5 % du PIB. La dette est en hausse de +2,6 % par rapport à fin décembre 2024, où elle avait atteint 34,2 Mds JOD (48,2 Mds USD), soit 90,2 % du PIB. Ce montant comprend la dette combinée de la Compagnie nationale d'électricité (NEPCO) et de l'Autorité des eaux de Jordanie (WAJ) dont le montant s'élevait fin mars à 8,8 Mds JOD (12,4 Mds USD).

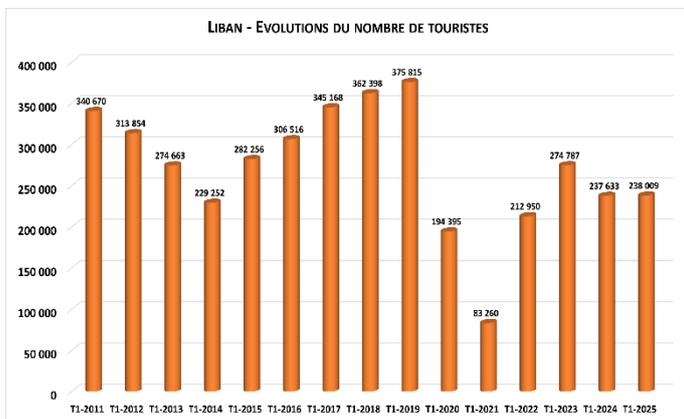
## LIBAN

### 1. NOMINATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CDR

Le Conseil des ministres libanais a procédé à la nomination des membres du conseil d'administration du Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR). Après la désignation le 14 mai de Mohammad Kabbani comme Président, le Conseil des ministres a nommé le 29 mai Ghassan Khairallah comme secrétaire général, Youssef Karam et Ibrahim Chahrour comme vice-présidents, ainsi que Ziad Nasr au poste de commissaire. Trois autres membres ont également été désignés (Houssam Itani, Georgio Kallas et Firas Abou Diab). Le CDR est un établissement public créé en 1977 pour planifier la reconstruction du Liban. Il met en œuvre les grands projets d'infrastructures, notamment ceux financés par les bailleurs de fonds. Ces nominations étaient attendues par les bailleurs de fonds, à commencer par la Banque Mondiale dans le cadre de l'instruction de son projet dédié à la reconstruction (prêt de 250 M USD devant être complété par des contributions d'autres donateurs).

## 2. ATONIE DE L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE

D'après le Ministère du Tourisme libanais, le nombre de touristes au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 s'est élevé à 238 000, soit un niveau similaire à celui atteint au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 (+0,2% en g.a.), période durant laquelle le contexte sécuritaire était nettement dégradé. Les arrivées touristiques au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 représentent 87% de leur niveau du 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (préalable aux tensions sécuritaires) et seulement 63% de leur niveau du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 (préalable à la crise financière). De manière notable, le nombre de touristes a progressé en provenance d'Afrique (+36% en g.a.) et d'Europe (+20%), tandis que les arrivées ont diminué depuis les pays arabes (-30%) et l'Asie (-17%).



## 3. ANNONCE D'UN PLAN RÉHABILITATION DES ROUTES ET PONTS

Le Ministre des Travaux publics et des Transports a annoncé un plan national de réhabilitation de 500 km de routes et de maintenance de 3000 km de routes. En outre, le Ministère a indiqué prévoir la réhabilitation du système d'éclairage du réseau routier, en s'appuyant sur les énergies renouvelables.

# SYRIE

## 1. LES ÉTATS-UNIS PROCÈDENT À DES LEVÉES DE SANCTIONS MAJEURES CONTRE LA SYRIE

L'administration américaine a annoncé le 23 mai la levée des principales sanctions imposées à la Syrie par l'exécutif en 2011, ainsi que la suspension du « Caesar Act » pour les six prochains mois. Cette décision suspend la plupart des restrictions imposées aux acteurs internationaux dans leurs relations économiques avec la Syrie et permet la réintégration partielle du pays dans les circuits commerciaux et financiers internationaux.

Ces mesures, prises dans le cadre d'une licence générale du Trésor américain et d'une dérogation au « Caesar Act » accordée par le secrétaire d'État, interviennent quelques jours après l'annonce par

Donald Trump à Riyad de la levée des sanctions contre la Syrie.

La licence générale 25, publiée le 23 mai, prévoit que toutes les transactions interdites par le Règlement sur les sanctions syriennes, qui regroupe les décrets émis par l'exécutif américain contre la Syrie depuis 2011, sont désormais autorisées, à l'exception des personnes et institutions qui restent sur la liste des sanctions. La licence retire également de la liste de sanctions deux personnes (le président syrien Ahmad Al-Sharaa et le ministre de l'Intérieur, Anas Khattab), ainsi que plusieurs entreprises et banques publiques, (notamment l'hôtel Four Seasons, la Chambre syrienne de la navigation et la banque centrale de Syrie).

# TERRITOIRES PALESTINIENS

## 1. LES BANQUES PALESTINIENNES RÉDUISENT LEURS PROVISIONS MALGRÉ UN CONTEXTE INCERTAIN

Les banques palestiniennes cotées en Bourse ont réduit de 30,5% leurs provisions pour pertes de crédit au premier trimestre 2025, atteignant 33 M USD contre 47,7 M USD à la même période en 2024. Cette baisse des provisions intervient alors que la situation économique reste fragile en raison de la guerre à Gaza, de la crise financière de l'Autorité palestinienne et de l'arrêt du travail pour de nombreux Palestiniens en Israël.

Les provisions pour pertes de crédit visent à couvrir les risques de non-remboursement des prêts. Leur diminution peut refléter un optimisme mesuré ou une volonté d'améliorer les résultats financiers à court terme. Mécaniquement, les bénéfices nets des sept banques concernées ont augmenté de 40% (après une année 2024 marquée par des pertes), atteignant 29 M USD.

Répartition des provisions : Bank of Palestine (17,6 M USD), Islamic Palestinian Bank (4,16 M USD), National Bank (3,86 M USD), Quds Bank (3,54 M USD), Arab Islamic Bank (3,45 M USD), Palestine investment Bank (309 000 USD) et Safa Bank (160 000 USD).

## 2. ACCORD AVEC LE QATAR POUR ENCADRER L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS PALESTINIENS

Le Qatar et la Palestine ont signé à Doha un accord visant à organiser l'emploi des travailleurs palestiniens sur le marché qatarien. La ministre palestinienne du Travail, Inas Al-Attari, et son homologue qatarien, Ali bin Samikh Al-Marri, ont signé un mémorandum d'entente et une convention de coopération bilatérale.

Selon le communiqué du ministère palestinien, cet accord reflète la volonté commune des deux pays de renforcer leur partenariat et de créer des opportunités

pour les compétences palestiniennes, tout en répondant aux besoins du marché qatarien.

La ministre Al-Attari a salué l'engagement du Qatar et l'esprit de coopération entre les deux ministères. De son côté, le ministre qatarien a réaffirmé le soutien de son pays au peuple palestinien et l'importance de cette coopération dans le domaine de l'emploi.

L'accord prévoit des mécanismes transparents pour le recrutement équitable de la main-d'œuvre palestinienne et la protection de leurs droits, en plus d'initiatives conjointes en matière de formation et d'échange d'expertise.

### **3. GAZA : LA FAMINE S'AGGRAVE, L'AIDE HUMANITAIRE PEINE À ATTEINDRE LES PLUS VULNÉRABLES**

La situation humanitaire à Gaza continue de se détériorer. Les tentatives de distribution d'aide alimentaire par la *Gaza Humanitarian Foundation*

(GHF), soutenue par les États-Unis et Israël mais très critiquée par les Nations unies, ont été marquées par le chaos. Le 27 mai, des milliers de Palestiniens désespérés ont pris d'assaut un centre de distribution à Rafah, entraînant des tirs de sommation de l'armée israélienne. Au moins une personne a été tuée et 48 autres ont été blessées lors de cet incident.

La GHF, critiquée pour son manque d'expérience, a distribué environ 8 000 boîtes de nourriture, couvrant à peine 2% des besoins de la population de Gaza.

Face à cette crise, l'UNRWA prévoit de reprendre la distribution de farine dès la semaine prochaine, malgré des stocks limités et des restrictions d'accès persistantes. Les organisations humanitaires appellent à des corridors sécurisés et à un accès sans entrave pour éviter une catastrophe humanitaire encore plus grave.

## **PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE**

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
<b>POPULATION (MILLIONS) – 2024</b>	FMI/WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
<b>PIB (Mds USD) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
<b>PIB / HAB. (USD) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
<b>CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
<b>DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI/WEO	91	43	37	68	96	164	86*	n/a
<b>RATING COFACE 2024</b>	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
<b>INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)</b>	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,6	14,2	48,9	15
<b>PMI MENSUEL</b>	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	47,6	n/a	n/a
<b>EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024</b>	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
<b>IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024</b>	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / A4 CONVENABLE / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME**

**LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES**

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtrésor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtrésor.gouv.fr)**